

<http://pierre-alainmillet.fr/La-mixite-sociale-diviser-pour-1634>



# La mixité sociale : diviser pour mieux régner ? (2/3)

- Lectures... -



Date de mise en ligne : jeudi 14 octobre 2021

---

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

**La mixité sociale est un thème à la mode. Il faudrait faire partir les plus en difficulté des quartiers difficiles et y construire des logements en accession pour des plus riches. Il faudrait faire partir les collégiens pour les "sortir des quartiers". Des médias multiplient les articles qui répètent tous la même chose sur la "mixité sociale", sans jamais critiquer cette idée vague, sans s'interroger sur le caractère souvent très politicien de certaines déclarations.**

La première partie de cet article est ici : [La mixité sociale : diviser pour mieux régner ?](#)

## Mixité sociale : il faut mélanger les pauvres et les riches ?

Quand les médias parlent des quartiers populaires, c'est toujours pour les stigmatiser. Ils parlent de quartiers difficiles, comme si ces quartiers étaient responsables de la pauvreté, de la précarité, des trafics de stupéfiants, de l'intégrisme... Pourtant, les trafics alimentent les consommations de stupéfiants et les addictions dans toutes les villes ! L'intégrisme est organisé par des réseaux mondiaux et un système financier qui ne sont pas dans les quartiers populaires ! Et les inégalités marquent tous les quartiers. Dans toute la France, depuis 30 ans, le revenu moyen des locataires a baissé de 11% alors que le revenu moyen des propriétaires a augmenté de 39% ! Cette fracture sociale grandissante n'est pas une maladie des quartiers populaires, mais des entreprises, de la société qui accepte les inégalités, des gouvernements successifs qui préfèrent les premiers de cordées de la richesse à la solidarité et au service public !

Tout le monde comprend que les difficultés s'accumulent dans un immeuble qui concentre beaucoup de difficultés sociales, de précarité, de très bas revenus. Mais pourquoi y-a-t-il une telle concentration ? La réalité, c'est qu'il manque de logement social dans la moitié de la métropole, et il n'y a de logement très social que dans les quartiers prioritaires ! Tant que le gouvernement ne décidera pas de financer des baisses massives de loyers dans les quartiers aisés, de financer la construction de milliers de logements à très bas loyers partout, les quartiers dits prioritaires seront les seuls capables d'accueillir les plus pauvres.

C'est pourquoi, en même temps que nous nous battons pour la construction de logement sociaux partout, nous continuons à nous battre pour construire du logement social à Vénissieux, y compris dans des quartiers prioritaires qui ont droit à des logements sociaux neufs de qualité, dans des formes urbaines diversifiées pour contribuer à la transformation urbaine. Car oui, il faut transformer ces quartiers en diversifiant les formes urbaines, en développant des équipements et des services qui attirent de nouveaux habitants, mais il faut le faire avec les habitants et pas contre eux !

Peut-être que certains qui parlent de mixité sociale dans les quartiers pauvres sont surtout inquiets que ces quartiers ne deviennent des lieux de solidarité, de luttes, de défense des droits de tous les « premiers de corvées » du travail. C'est une vieille idée réactionnaire ! Un conseiller de Henri IV disait déjà en 1604 :

« C'est une malheureuse idée de bâtir des quartiers à usage exclusif d'artisans et d'ouvriers. Dans une capitale où se trouve le souverain, il ne faut pas que les petits soient d'un côté et les gros et les dodus de l'autre. »

On retrouve cette même crainte de la division sociale dans la circulaire Guichard de 1973 qui cherchait à « *prévenir la réalisation des formes d'urbanisation dites "grands ensembles" et à lutter contre la ségrégation sociale par l'habitat* » au moment même pourtant où étaient lancés les "grands ensembles" qui deviendront les quartiers prioritaires.

Quelques années plus tard, la convention entre l'État et l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM (1977) voulait réorienter les décisions d'attribution pour une répartition plus équilibrée des familles en difficulté dans le parc HLM. C'est à cette époque que Raymond Barre remet en cause le principe de l'aide à la pierre, qui permettait de construire des logements pour tous à loyer modérés, et la remplace par l'aide à la personne.

Et on continue ! En 1990, la loi Besson pour assurer le « *droit au logement* » introduit la notion de « *populations défavorisées* » dans les critères d'attribution des logements sociaux et de « *la nécessaire diversité de la composition sociale de chaque quartier, de chaque commune et de chaque département* ». Mais si tout le monde s'inquiète des "quartiers de pauvres", personne ne dénonce les "quartiers de riches". Pourtant, des recherches sur les classes très privilégiées ont montré leur extrême concentration résidentielle à Paris (Pinçon, Pinçon-Charlot, 1998), Lyon (Grafmeyer, 1992) ou Marseille (Zalio, 1999). Ce n'est pourtant pas à propos de ces « ghettos de riches » que certains dénoncent l'absence de mixité !

Cela dit, comme cette notion de "mixité sociale", très française, reste vague et que personne ne sait comment la mesurer, en 2001, la secrétaire d'état au logement Marie-Noëlle Lienemann, demande, pour fournir des éléments objectifs sur la mise en oeuvre de la loi SRU, la création d'un « *indice synthétique de Mixité* » permettant de qualifier l'ensemble des quartiers d'une aire urbaine à partir de trois critères : revenus imposables, taille des ménages et poids des différentes générations. Ce projet a été abandonné, car de fait, personne ne sait comment mesurer cette fameuse "mixité sociale" ! Une maison de riche avec une chambre de bonne, c'est de la mixité ? les balcons des minuettes avec de grandes maisons à quelques mètres de quartiers dit prioritaires, c'est de la mixité ?

Quelques jours après l'horreur de l'assassinat de Charlie Hebdo, le premier ministre Manuel Valls affirme en 2015 « *Il existe en France « un apartheid territorial, social, ethnique* » ». Il légitime alors la nécessité d'une « *politique de peuplement* » pour lutter contre la « *ghettoïsation* ». Depuis, le discours de la « *mixité sociale* » nécessaire est devenu une doxa stricte imposée par l'agence nationale de rénovation urbaine (ANRU), faisant taire toutes les critiques, y compris des sociologues et urbanistes. Auparavant, les logements sociaux démolis pouvaient être reconstitués partiellement dans le même quartier. Depuis, c'est interdit et pire, il est interdit de reconstituer des logements détruits dans une ville comme Vénissieux, il faut les reconstituer ailleurs. Depuis, personne ne veut reconnaître que cette formule de Manuel Valls était une instrumentalisation honteuse du terrorisme pour « *jouer au dur* » dans un débat politique vicié, qu'elle affirmait une analogie scandaleuse qui laisse croire que l'apartheid en Afrique du Sud n'était qu'un problème d'inégalités sociales et pas un système raciste de ségrégation organisée et institutionnalisée.

Le résultat est qu'aujourd'hui, le relogement suite à des démolitions le plus souvent nécessaires pour des raisons techniques ou urbaines est de plus en plus contraint par l'absence de construction de logements alors que les demandeurs de logement souhaitent rester proches de leur quartier. Mais aussi que des milliers de personnes âgées qui veulent rester dans leur commune ne peuvent trouver de mutation pour un logement accessible. Ils sont les victimes collatérales du "coup médiatique" de Manuel Valls et de l'entêtement des dirigeants de l'ANRU qui croient pouvoir organiser le transfert massif de populations, et "casser" les grands quartiers comme si le drame des ségrégations allaient être moins violent parce qu'il serait plus diffus !

Gérard Collomb avait sans le vouloir révélé la vraie motivation de ses politiques dites de mixité. Il justifiait son refus de construire du logement social aux Minguettes pour « *ne pas produire de ghetto mono-ethnique..* ». Il montrait ainsi soit sa méconnaissance profonde de ces quartiers, soit son choix de faire de l'immigration le bouc émissaire. Car ceux qui connaissent ces quartiers savent au contraire qu'ils sont tous des lieux de mélanges d'origines, de

mélanges ethniques et culturels. Il suffit de voir la réussite des activités de "cuisines du monde" dans les centres sociaux. Par contre, les quartiers les plus huppés sont eux nettement moins pluriethnique. Ce que Collomb ne peut pas voir, c'est effectivement que la classe ouvrière est massivement issue de l'immigration, comme tous les "premiers" de cordées de la sécurité, de la propreté ou des services à la personne, et que leurs bas salaires les conduit à vers les loyers les plus bas, dans les quartiers dits "prioritaires" !

**L'urgence des quartiers prioritaires, c'est de faire réellement reculer l'économie souterraine et les trafics de stupéfiants,. Cela suppose des moyens de police, de justice, de prévention, d'éducation jusqu'à l'inspection du travail et au fisc pour traquer les flux financiers de l'économie illégale [1].** Et tout le monde sait que les familles populaires sont d'abord les victimes de ces trafics !

**L'urgence de la "mixité sociale", c'est de construire massivement des logements à bas loyers, donc avec un financement élevé de l'état, partout, dans toutes les communes, à un rythme qui permette réellement de faire reculer le mal logement. La mixité sociale viendra quand les demandeurs de logement les plus pauvres auront le choix d'aller dans toutes les villes, et quand il y aura des raisons pour tous de venir dans un quartier prioritaire, avec des logements en accession de qualité et abordables, des équipements et modes de déplacements pour favoriser l'arrivée d'habitants diversifiés, quand on aura réellement transformé ces quartiers en de véritables quartiers de ville permettant "d'oublier le ghetto".**

dernière partie de l'article sur l'éducation

---

[1] la lutte contre les trafics de stupéfiants ne peut se gagner sans redonner les moyens aux douanes de contrôler les flux de marchandises aux frontières, ni sans une grande campagne de santé publique pour faire reculer toutes les addictions